

# Coup d'œil sur le budget du Québec 2013-2014

Le 20 novembre dernier, le ministre des Finances et de l'Économie (MFQ), Nicolas Marceau, présentait le premier budget du gouvernement minoritaire de Pauline Marois. Faisant le choix de la rigueur budgétaire afin de plaire aux marchés financiers et aux partis d'opposition, le budget fut accueilli avec déception par les milieux progressistes québécois. Voyons brièvement les grandes lignes du budget et les constats qu'on peut en tirer.

## Contexte et orientations budgétaires

Le budget prévoit que l'économie québécoise ne tournera pas à plein régime au cours des années 2012 à 2014. La croissance économique faible se répercute sur les revenus que l'État tire des taxes et des impôts. Malgré le manque à gagner que cela occasionne, le gouvernement a choisi de ne pas reporter l'équilibre budgétaire qu'il souhaite atteindre dès 2013-2014. Pour y arriver, il doit résorber une « impasse » budgétaire de 1,4 milliard de dollars (G\$) pour cette année. Il compte combler ce manque à gagner en trouvant de nouveaux revenus (environ 1/3 de l'effort, soit 458 millions) et en effectuant un contrôle serré ou en réduisant les dépenses des divers ministères et organismes (quelque 2/3 de l'effort, soit environ 1,2 milliard).

Tableau 1 : Mesures visant l'atteinte de l'équilibre budgétaire en 2013-2014

Hausse des revenus		Contrôle et diminution des dépenses	
Taxes sur le tabac et l'alcool	+ 230 M\$	Contrôle des dépenses de programmes	- 829 M\$
Contribution des banques	+ 80 M\$	Réduction de dépenses au sein d'autres organismes publics	- 100 M\$
Lutte à l'évasion fiscale	+ 80 M\$	« Gains d'efficience » dans les sociétés d'État	- 290 M\$
Réduction des crédits d'impôt	+ 68 M\$	Économie en intérêts sur la dette	- 25 M\$
<b>Total</b>	<b>+ 458 M\$</b>	<b>Total</b>	<b>- 1 244 M\$</b>
<b>Total global : 1 702 M\$<sup>2</sup></b>			

La priorité accordée au retour à l'équilibre budgétaire a des conséquences. La croissance des budgets consacrés aux programmes et services publics, excluant les intérêts payés sur la dette, ne sera que de 1,8 % en 2013-2014. Ce taux constitue la plus faible augmentation de dépenses des 14 dernières années. Le graphique 1, qui provient du MFQ, montre que, dans une perspective historique, cette croissance de 1,8 % des dépenses constitue un creux relativement important. À titre de comparaison, la moyenne de croissance des dépenses pour les années 2006-2007 à 2009-2010 était de 5,6 %. Le budget Marceau s'inscrit dans la continuité de l'austérité mise en place par les libéraux.



CSQ

csq.qc.net

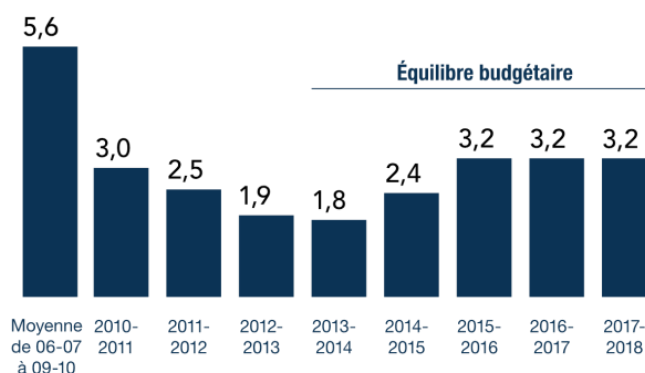
<sup>1</sup> Dans ce texte, « G » fait référence à milliard et « M » à million.

<sup>2</sup> La différence entre « l'impasse » budgétaire de 1,4 G\$ et les mesures totalisant 1,7 G\$ sert à financer les nouvelles mesures annoncées dans le budget et comme provisions pour éventualités.

## Graphique 1

### UN CONTRÔLE RIGOUREUX DE LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES

(en pourcentage)



Finances  
et Économie  
Québec

La croissance des dépenses de 1,8 % constitue une moyenne pour l'ensemble des ministères et des organismes. Le tableau 2 présente la variation des enveloppes budgétaires pour quelques ministères.

**Tableau 2 : Croissance des dépenses de certains ministères en 2013-2014**

Santé et Services sociaux	4,8 %
Éducation, Loisir et Sport	1,8 %
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	2,0 %
– Volet Enseignement supérieur	2,7 %
Famille	3,2 %
Emploi et Solidarité sociale	- 1,1 %
Transports	- 1,4 %
Autres ministères	- 2 %
<b>Total</b>	<b>1,8 %</b>

L'enveloppe du ministère de la Famille augmente sensiblement (3,2 %) afin de financer la création des nouvelles places en garderie. Cependant, d'autres ministères, incluant ceux de la Santé et l'Éducation, devront composer avec des augmentations de budgets couvrant à peine la hausse de ce qu'on appelle les « coûts de système » (c'est-à-dire les coûts de rémunération, de fonctionnement, d'équipement, etc.). Plusieurs ministères doivent absorber des réductions de budget plus ou moins importantes qui s'ajoutent à plusieurs années de rigueur budgétaire.

### Les bons coups et les moins bons coups du budget

Au-delà des simples pourcentages concernant les variations de dépenses, il apparaît important de faire ressortir quelques bons coups et moins bons coups de ce budget.

#### Les bons coups

- Création de 15 000 nouvelles places en garderie (28 000 avec celles déjà annoncées) pour atteindre 250 000 places le 1<sup>er</sup> janvier 2017. 12 500 de ces 15 000 nouvelles places sont constituées en CPE.

- Financement de 3 000 nouveaux logements sociaux.
- Confirmation de l'annulation de la hausse des droits de scolarité.
- Confirmation de la création du nouveau palier d'imposition pour les revenus au-delà de 100 000 \$.
- Augmentation de la contribution financière demandée aux banques.
- Abolition de la « règle du 15 ans » pour les médicaments.
- Affermissement de la lutte à l'évasion fiscale (malheureusement, on se limite à la petite fraude et on oublie l'optimisation fiscale des multinationales et des particuliers aisés).
- Resserrement du contrôle sur les dépenses d'investissement dans les infrastructures (on allait pas mal vite au cours des dernières années...).
- Ouverture à la bonification du Régime de rentes du Québec afin d'améliorer le régime public de retraite de l'ensemble des Québécois.
- Ralentissement de la hausse des tarifs d'électricité. Ils seront indexés plutôt que haussés de 20 % comme le souhaitait l'ancien gouvernement.

### Les moins bons coups

- Priorité absolue à l'équilibre budgétaire.
- Absence de marge de manœuvre pour de nouvelles initiatives (exemple : en éducation).
- Compressions dans certains ministères et organismes.
- Confirmation du maintien d'une « taxe santé » modulée.
- Relativement peu d'efforts mis à la hausse des revenus.
- Pas de révision du traitement fiscal des dividendes et des gains en capital.
- Peu d'efforts additionnels demandés aux entreprises.
- Report de la réforme sur les redevances minières.

### Quelques constats

#### 1- Il y a des solutions de rechange à un équilibre budgétaire trop pressé

L'accent mis par Nicolas Marceau sur l'équilibre budgétaire et sur la réduction de la dette ne semble pas approprié à l'heure actuelle. Dans un contexte où l'économie québécoise tourne au ralenti et où un financement adéquat des services publics doit être maintenu, d'autres solutions de rechange auraient pu être envisagées. D'abord, l'atteinte du déficit zéro aurait pu être reportée d'une année. Ce report n'aurait eu aucun impact significatif sur la dette ou sur les paiements d'intérêts tout en stimulant un peu l'économie québécoise en manque de vigueur. Une autre solution aurait été de suspendre ou de réduire pour une année le versement au Fonds des générations. Le versement prévu en 2013-2014 est de 1 039 millions et sa suspension aurait permis de financer plus adéquatement les services publics sans affecter la santé financière du Québec.

#### 2- Il faudra réfléchir à de nouvelles sources de revenu

Au cours des dernières années, le gouvernement Charest avait tenté de compenser les revenus perdus à la suite des baisses d'impôts accordées aux individus et aux entreprises. Il avait notamment haussé de 2 % la taxe de vente du Québec (TVQ), mis en place la « taxe santé », annoncé une hausse de 20 % des tarifs d'électricité et augmenté les droits de scolarité. L'ensemble de ces mesures s'inscrivait dans la politique de l'ancien gouvernement qui visait à privilégier la tarification pour générer de nouveaux revenus. Ce virage vers la tarification a été unanimement dénoncé par les organisations de la société civile à cause de son caractère inéquitable<sup>3</sup>.

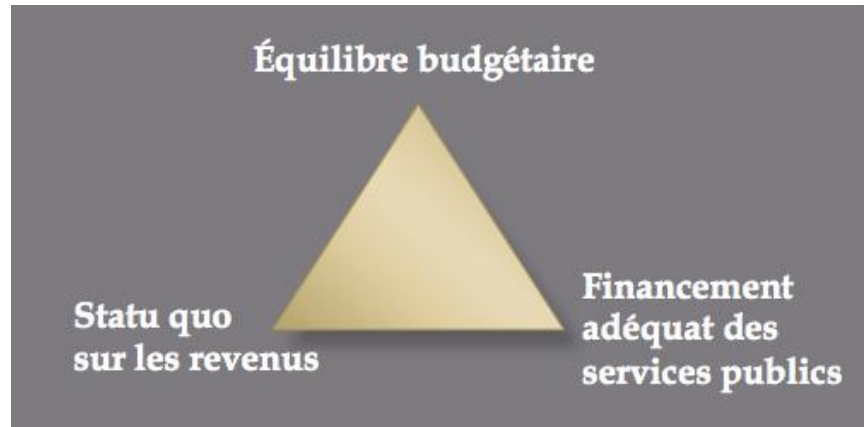
<sup>3</sup> Rappelons que la « taxe santé » était de 200 \$, peu importe le revenu du contribuable, que celui-ci soit de 20 000 \$, 200 000 \$ ou 2 millions.



Heureusement, le gouvernement du Parti québécois a modifié la plupart de ces mesures pour les rendre plus équitables. Cependant, ces décisions ont créé un manque à gagner en termes de revenus que le gouvernement n'a pas réussi à compenser entièrement. À défaut de nouveaux revenus ou d'une croissance économique du Québec beaucoup plus forte, il est à anticiper que de nouvelles compressions seront demandées aux ministères et aux organismes au cours des prochaines années.

Les finances publiques québécoises sont donc confrontées à un « trilemme ». Nous désirons atteindre trois objectifs, mais seulement deux des trois éléments peuvent être réalisés en même temps.

### Le « trilemme » des finances publiques



De façon schématique, voici les trois choix possibles :

- Si le gouvernement désire maintenir le statu quo sur les revenus (peu ou pas de hausses de revenus) et atteindre l'équilibre budgétaire, il ne peut financer adéquatement les services publics. Il exigera des compressions dans les ministères, les réseaux et les organismes.
- Si le gouvernement désire maintenir le statu quo sur les revenus (peu ou pas de hausses de revenus) et financer adéquatement les services publics. Il lui est impossible d'atteindre l'équilibre budgétaire.
- Si le gouvernement désire financer adéquatement les services publics et maintenir l'équilibre budgétaire, il ne peut maintenir le statu quo sur les revenus. Il doit trouver des moyens de les hausser.

Évidemment, dans le monde réel, le gouvernement peut adopter une position mitoyenne. Par exemple, cette année, le budget Marceau augmente un peu les revenus, exige des compressions et fait un léger déficit.

Cependant, si à plus long terme nous souhaitons financer adéquatement les services publics tout en maintenant un équilibre budgétaire, il faudra trouver des moyens de hausser les revenus. Évidemment, à court terme, dans un contexte de révélations sur la corruption, la collusion et le gaspillage, il faut tout faire pour s'assurer que les deniers publics sont dépensés judicieusement. Parallèlement, le temps est peut-être venu de tenir, dans un proche avenir, un grand débat sur les finances publiques au Québec et les moyens équitables de financer adéquatement les services publics qui sont un des piliers de notre qualité de vie.



CSQ

csq.qc.net